



CS 93837 - 29238 Brest cedex
+33 (0) 298 016 124
www.geoarchi.bzh
institut@geoarchi.net

Lionel Prigent
Professeur
urbanisme et aménagement
+33 610 130 721
lionel.prigent
@geoarchi.net



Coronavirus : ce que la crise nous apprend ne doit pas conduire à abandonner la proie pour l'ombre

Lionel Prigent

10 avril 2020

En quelques semaines à peine, la pandémie du covid19 est devenue un choc mondial sans précédent. Alors que les drames humains se nouent par dizaines de milliers dans les hôpitaux, les dispensaires et même au coeur des foyers, la vague de contamination provoque dans son sillage l'arrêt brutal d'une grande partie des activités et le confinement forcé des populations, quel que soit leur condition et leur cadre de vie ordinaire. À la menace de la maladie, s'ajoutent, pour plusieurs milliards de personnes, les craintes liées aux pertes de ressources et au retour de la pauvreté. Les États ont mis en oeuvre, quand et comme ils pouvaient, de premières mesures d'accompagnement pour éviter le pire. Et déjà, ils doivent anticiper les conditions d'une sortie de crise et les leçons à tirer. Dès maintenant, il faut réfléchir aux politiques à mener après la catastrophe, aux conditions à réunir, aux modalités de leurs réalisations, sans renoncer à l'essentiel : l'intégrité et la dignité des personnes, les principes de nos systèmes démocratiques qui doivent rester inaliénables. Mais la vigilance s'impose pour maîtriser l'ensemble des problèmes du monde et ne pas céder à une double illusion : prétendre que la crise sanitaire du covid-19 est le seul problème du moment ; attendre le salut des seules initiatives des nations au motif que la mobilisation des populations et des villes se réduiraient à supporter avec patience les conditions du confinement et les restrictions portées aux libertés. Bien qu'indispensable, l'intervention globale des États, aux échelles internationale et nationale, n'y suffira pas si elle ne trouve pas son prolongement dans la vie quotidienne à l'échelle des espaces urbanisés, donc des villes et des populations. La justification de cette hypothèse s'appuie sur la conviction que le coronavirus aura un impact sans doute comparable au moins à la crise de 1929. Dès lors, les interventions à mener ne sauraient agir sur plusieurs dimensions en même temps.

En premier point, qu'avons-nous appris depuis le début des années 2000 ? La leçon principale est qu'il faut prendre acte à la fois de la régularité des crises, de la difficulté de leur anticipation et de l'impossible mesure de leurs conséquences. Cette triple caractéristique transforme la vie en une succession haletante d'épisodes distincts, sans lien apparent, les uns aux autres : menaces terroristes, conflits militaires, mouvements sociaux, enfin épisodes sanitaires se succèdent. Une actualité chasse l'autre et emporte avec elle toute l'attention et l'émotion, sans retenue aucune. Aucune lecture linéaire cohérente des événements n'est permise par cet emballement cyclique d'un genre nouveau. À chaque crise, les repères sont bousculés dans un rythme haletant qui déborde jusqu'aux communicants politiques¹, comme si la réalité singeait le *Cliffhanger* de l'écriture des séries télévisées. Or, aucune cohésion n'est durablement possible² si les sociétés ne sont pas

¹ Christian Salmon avait prévenu des dangers du nouvel ordre narratif... Salmon C. *Storytelling, la machine à fabriquer des histoires et à formater les esprits*. Poche. Paris : La Découverte, 2008. 251 p. Mais les outils du *marketing* et du *storytelling* sont bien impuissants face aux drames violents. La rhétorique guerrière réclame la désignation d'un adversaire identifiable et l'engagement pour une action... La mobilisation par le confinement a tout d'une « drôle de guerre » si l'on osait poursuivre l'analogie.

² Dans un essai, le philosophe Pierre-Henri Castel nous prévient ainsi contre ceux qui « parient sur la fin des temps » pour jouir en hâte du jour crépusculaire, imposant par la violence leur sens de la vie : Castel P.-H. *Le mal qui vient*. Paris : Les éditions du Cerf, 2018. 256 p.

efficacement informées dans la transparence, solidairement préparées à résister³ et si les réponses proposées conduisent inmanquablement à réduire l'espace des libertés réelles⁴.

Ensuite, comment est-il possible de maîtriser simultanément l'ensemble des défis qui se présentent ? Il nous faut accepter l'évidence de leur co-existence⁵, dont les temporalités diffèrent ? Si nous sommes aujourd'hui plongés dans une crise sanitaire, elle n'a pas effacé les autres problèmes du monde que sont les inégalités sociales et les impacts du changement environnemental et climatique. Pourtant, dans l'urgence, les retournements ont été si nombreux qu'il est bien difficile de saisir ce qui devra être pourtant l'expression commune d'une cohérence entre les différentes politiques menées...

Souvenons-nous en effet du monde d'avant. En Europe, la préoccupation écologique s'imposait dans le débat public. Les marches pour le climat exprimaient une revendication d'action, les projections électorales semblaient de plus en plus favorables, traduisant une approbation confiante de « l'opinion publique »⁶. En France, les sondages traduisaient une double préoccupation pour les préoccupations environnementales et les sujets sociales⁷. Et dans la campagne des élections municipales, les candidats revendiquaient à la fois leur attachement local et des programmes é-co-lo-gis-tes⁸-et-sé-cu-ri-taires (bien distinguer toutes les syllabes) : on nous promettait des arbres, des vélos, des policiers municipaux et des caméras de surveillance. De fait, les préoccupations environnementales se sont peu à peu installées et normalisées dans nos vies quotidiennes, portées par une prise de conscience, un travail de pédagogie et les effets « nudge »⁹ : on a pratiqué le co-voiturage, les transports en commun, la marche à pied, plutôt que la voiture individuelle ; on a défendu le tri des déchets, les réutilisations et le recyclage, plutôt que les objets jetables ; on a préféré les marchés de produits frais et les circuits courts qui permettaient de rencontrer les producteurs plutôt que les grandes plateformes multinationales et anonymes ; on a prôné l'urbanité, les proximités, la vie en ville et la modération dans les surfaces des logements plutôt que l'étalement urbain, l'installation dans la campagne, les jardins privatifs... Les publications du GIEC et tous les travaux scientifiques qui ont suivi ont peu à peu convaincu des efforts à mener pour réduire la pression sur l'environnement, la biodiversité, le climat. L'idée semblait

³ L'économiste de la santé Claude Le Pen a montré comment le système sanitaire français a imprudemment baissé la garde face au risque de pandémie : Le Pen C. « Coronavirus : « En 2007, la France avait su mettre au point un dispositif de protection très ambitieux contre des pandémies » ». In : *Lemonde.fr*. Paris : [s.n.], 2020.

⁴ Voir à ce propos le dialogue vivifiant entre Patrick Boucheron et Corey Robin, en 2014 : Boucheron P., Robin C., Payre R. *L'exercice de la peur. Usages politiques d'une émotion*. Lyon : Presses universitaires de Lyon, 2015. 86 p.

⁵ Latour B. *Où atterrir ? Comment s'orienter en politique*. Paris : La Découverte, 2017. p. 88-92.

⁶ Dalmeida N. « L'opinion publique ». *Hermès, la Revue*. 5 décembre 2014. Vol. 70, n°3, p. 1-6.

⁷ Teinturier B., Gallard M., Boisson L. *Fractures françaises 2019*. Paris : Le Monde / Fondation Jean Jaurès / Institut Montaigne / Sciences Po, 2019. 105 p.

⁸ Lemarié A., Soulier L., Mestre A., Zappi S., Carriat J., Nelken S. « Tous écolos ? La campagne municipale s'annonce verte à tous les étages ». In : *Le Monde*. Paris : [s.n.], 2019. p. 1-3.

⁹ Cuono M. « Bureaucratiser l'inégal, l'extraordinaire, le particulier. Paternalisme et dépolitisation à »"époque néolibérale ». In : Hibou B (éd.). *La bureaucratiation néolibérale*. Paris : Le Découverte, 2013. p. 177-208.

s'imposer : il devenait impossible de « contester l'idée d'un tournant écologique à l'échelle de l'humanité. »¹⁰. C'était il y a un mois, donc une éternité !

La pandémie de coronavirus a, depuis, provoqué l'adoption brutale de nouveaux comportements. Il n'a fallu que quelques jours pour renverser une grande part des résolutions... Les déchets ne peuvent plus être triés car il faut les brûler. Les transports collectifs comme le co-voiturage sont considérés comme des situations à risques. Les marchés sont également fermés par principe et il est prudent de leur préférer les achats sur les plates-formes internet mondialisées, les livraisons à domicile ou les retraits en *drive*. De nouveau, les accessoires jetables redeviennent une impérieuse nécessité... Les parcs urbains, les pistes cyclables, les rues doivent être désinfectés ; les logements, trop petits en particulier dans les grandes villes, apparaissent inconfortables pour le télétravail et inadaptés pour supporter le confinement dans la durée¹¹. Pour ceux qui restaient en ville, les lieux de convivialité et d'urbanité ont fermé.

Bien sûr, cet état de choc est en partie provisoire, le temps de maîtriser la crise sanitaire. Il n'en reste pas moins un avertissement. Il rappelle comment l'individu, figure essentielle de nos sociétés, n'est pas un être naturel mais le résultat d'une dialectique : il n'est pas seulement la création de la philosophie des lumières et de l'égoïsme de l'*homo oeconomicus*. Il s'est aussi construit par les préoccupations hygiénistes qui ont imposé, déjà, des formes de « distanciation » entre les formes vivantes. Nous redécouvrons ainsi des gestes que l'absence de pandémie mondialisée depuis un siècle avait fait oublier.

Mais demain, combien de temps ces gestes de précaution seront-ils nécessaires ? Et même ensuite, ne vont-ils pas durablement produire un effet cliquet et modifier nos habitudes ? À tous les contempteurs des mesures écologiques, la continuité des « gestes barrières » et les annonces des mesures de relance « indispensables au soutien de l'économie » pourraient offrir une revanche inespérée (et très provisoire). Ils n'ont guère tardé à déterminer les culpabilités. Déjà, un procès bien confus s'instruit contre « les villes » triplement coupables : elles seraient la cause d'une propagation accélérée de l'épidémie, un lieu dénué de toute qualité de vie¹², enfin le réceptacle sinistre d'une nature dévoyée¹³ sous prétexte de contenir la crise environnementale. Et l'on peut craindre que l'urgence et la sortie de crise ne deviennent des prétextes pour renoncer aux engagements pris pour la planète. Il ne s'agirait pas d'abandonner la proie pour l'ombre.

¹⁰ Talandier M. *Résilience des métropoles*. Les conférences POPSU. La Défense : PUCA, 2019. 44 p.

¹¹ Dès les premiers jours de confinement, de nombreux Parisiens ont quitté la capitale pour des habitations plus vastes, avec jardins en province. Le Guellec G. « 17 % des Parisiens ont fui la capitale à cause du Covid-19. Voici ce que cela dit d'eux ». In : *L'Obs*. Paris : [s.n.], 2020. p. 1–14.

¹² « les ménages ne se tournent en premier lieu vers les métropoles pas par la qualité de vie, mais parce qu'elles sont le lieu de l'hyperconcentration de l'emploi tertiaire supérieur et des fonctions de commandement » (voir les Échos : Franck Gintrand « Tous à la campagne » 8 avril 2020 ; Olivier Babeau, *Le Figaro* le 24 mars 2020...)

¹³ Fromantin J.-C., Sicard D. « Coronavirus : « Les nouvelles configurations urbaines portent en germe des déflagrations écologiques à haut potentiel de viralité » ». *Le Monde*. 8 avril 2020.

Or, la prévention des risques sanitaires, si elle ne peut être négligée, ne saurait se substituer aux autres luttes contre les effets du changement climatique ou contre les montées des inégalités. Toutes doivent être menées ensemble car elles partagent sans doute les mêmes causes profondes : pollutions, atteintes à la biodiversité, concentration des productions et des richesses... Certains appellent déjà à « rebâtir un contrat social et fiscal plus juste »¹⁴ ; d'autres imaginent les habitats, les services indispensables, les loisirs, l'organisation des mobilités pour renouveler les modèles de développement urbain¹⁵ ; d'autres enfin s'intéressent au fonctionnement démocratique¹⁶. Mais c'est bien ensemble que doivent être pensés ces défis. Et c'est ensemble aussi que les sociétés humaines pourront les résoudre. Car, face aux problèmes sanitaires, sociaux et environnementaux, nous devons bien observer combien les décisions nationales sont désarmées si elles n'ont pas de relais local, dont particulièrement les villes qui sont de plus en plus engagées¹⁷ et tentent de partager leurs expériences¹⁸.

¹⁴ Chancel L., Delatte A.-L., Hennette S., Hennin M., Piketty T., Sacriste G., Vauchez A. « Coronavirus : « Il est temps de rebâtir un contrat social et fiscal plus juste » ». In : *Lemonde.fr*. Paris : [s.n.], 8 avril 2020.

¹⁵ Talandier M. *Résilience des métropoles*. Les conférences POPSU. La Défense : PUCA, 2019. 44 p.

¹⁶ Barbara Stiegler observe ainsi, dans un entretien au journal *Le Monde* : « Comme la crise climatique et comme d'autres grandes crises sanitaires, ce virus révèle le retard des gouvernants et de leurs stéréotypes sur les citoyens, ou plus exactement sur ceux que John Dewey nomme les « publics », c'est-à-dire les groupes de citoyens qui sont en première ligne face à un problème. ». Truong N. « Barbara Stiegler : “Cette crise reflète la vision néolibérale de la santé publique ” ». *Le Monde*. 10 avril 2020. p. 28.

¹⁷ Lihlgren Grandi L. *Le nouveau rôle international des villes*. Paris : Terra Nova, 2020. 42 p.

¹⁸ L'Association internationale des Maires francophones publie ainsi chaque semaine une lettre qui partage les initiatives de ses membres pour lutter contre le covid 19 : AIMF, Covid-19 : Expériences et ressources pour agir au niveau municipal. Lettre hebdomadaire.